

Art. 2. De in artikel 5, *b*, van hetzelfde decreet bedoelde voeten voor de berekening van de bijdrage tot de bezoldiging van de oefenmeesters zijn volgende :

- categorie I : 1 000 F per dag;
- categorie II : 850 F per dag;
- categorie III : 750 F per dag;
- categorie IV : 400 F per dag.

Art. 3. De in artikel 5, *c*, bedoelde subsidie voor de verantwoordelijke van het sportkamp bedraagt 1 000 F per dag.

Art. 4. De Voorzitter, Gemeenschapsminister van Financiën, Gezondheid en Gezin, Sport en Toerisme, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 15 juli 1992.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :

De Voorzitter,
Gemeenschapsminister van Financiën, Gezondheid en Gezin, Sport en Toerisme,

J. MARAITE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 2938

[C — 27513]

17 SEPTEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant, pour la Région wallonne, le Règlement général pour la protection du travail

L'Exécutif régional wallon,

Vu la directive 82/501/CEE du Conseil des Communautés européennes du 24 juin 1982 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles, modifiée par les directives 87/216/CEE du Conseil du 19 mars 1987 et 88/610/CEE du Conseil du 24 novembre 1988;

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, modifiée par les lois des 22 juillet 1974 et 22 décembre 1989;

Vu l'arrêté du Régent du 11 février 1946 portant approbation des titres I et II du Règlement général pour la protection du travail, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 11 décembre 1986 et 27 avril 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. L'article 1er, alinéa 3, du Règlement général pour la protection du travail, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 avril 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans la Région wallonne, les établissements où sont mises en œuvre une ou plusieurs des activités industrielles visées au chapitre III, sont considérés comme des établissements de première classe, quelle que soit leur classification prévue par le chapitre II. »

Art. 2. A l'article 27bis/5 du même Règlement général, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 décembre 1986, il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Lorsqu'il s'agit d'activités industrielles pour lesquelles l'inventaire des substances dangereuses n'est pas prévisible, l'étude de sûreté doit apporter la démonstration par des méthodes quantitatives que les moyens de confinement prévus par l'exploitant sont à même d'empêcher toute émission de substance dangereuse dans l'air, l'eau et le sol et que les libérations accidentelles d'énergie ne peuvent occasionner des pertes de confinement ou des dégâts graves à l'environnement, ou endommager d'autres installations dangereuses. »

Art. 3. A l'article 27bis/8, § 1er, du même Règlement général, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 décembre 1986, il est ajouté un 3° rédigé comme suit :

« 3° Le nombre, la localisation et la puissance acoustique des moyens d'alerte à la population immédiatement concernée par un risque d'accident majeur. »

Art. 4. Il est inséré, dans le même Règlement général, un article 27bis/12 rédigé comme suit :

« Article 27bis/12. Les établissements qui, à la suite de l'entrée en vigueur de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 septembre 1992 modifiant, pour la Région wallonne, le Règlement général pour la protection du travail, sont soumis pour la première fois au chapitre III du titre 1er du présent Règlement, sont tenus de se conformer aux dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 septembre 1992 dans les douze mois de son entrée en vigueur. »

Art. 5. L'annexe II du même Règlement général, modifiée par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 avril 1989, est remplacée par l'annexe II du présent arrêté.

Art. 6. A l'annexe IV de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 avril 1989 modifiant, pour la Région wallonne, le Règlement général pour la protection du travail, il est ajouté un e) comme suit :

« e) substances comburantes : substances qui, en contact avec des substances inflammables peuvent présenter une réaction fortement exothermique. »

Art. 7. Le Ministre qui a la police des établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 septembre 1992.

Le Président de l'Exécutif, chargé de l'Economie et des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe II

STOCKAGE, A L'EXCEPTION DU STOCKAGE DE SUBSTANCES
ENUMEREES A L'ANNEXE III ASSOCIE A UNE INSTALLATION VISEE A L'ANNEXE I

La présente annexe s'applique au stockage de substances et/ou préparations dangereuses en tout endroit, installation, bâtiment, immeuble ou terrain, isolé ou à l'intérieur d'un établissement, constituant un site utilisé à des fins de stockage, sauf si le stockage est associé à une installation visée à l'annexe I et si les substances en question figurent à l'annexe III.

Les quantités mentionnées dans les parties I et II s'entendent par unité de stockage ou par ensemble d'unités de stockage du même fabricant, lorsque la distance entre les unités de stockage n'est pas suffisante pour éviter, dans des circonstances prévisibles, toute aggravation des risques d'accidents majeurs. En tout cas, ces quantités s'entendent par ensemble d'unités de stockage du même fabricant, si la distance entre les unités de stockage est inférieure à 500 mètres.

Les quantités qui doivent être prises en considération sont les quantités maximales qui sont ou sont susceptibles d'être en stock à n'importe quel moment.

PARTIE I

Substances désignées

Au cas où une substance (ou un groupe de substances) figurant dans la partie I relève également d'une catégorie de la partie II, les quantités fixées dans la partie I doivent être prises en considération.

Substances ou groupes de substance	Quantités (tonnes) ≥	
	section 2	Pour l'application de la section 3
1. Acrylonitrile	20	200
2. Ammonia	50	500
3. Chlore	10	75
4. Dioxyde de soufre	25	250
5. Nitrate d'ammonium (1)	350	2 500
6. Nitrate d'ammonium sous la forme d'engrais (2)	1 250	10 000
7. Chlorate de sodium	25	250
8. Oxygène	200	2 000
9. Trioxyde de soufre	15	100
10. Dichlorure de carbonyle (Phosgène)	0,750	0,750
11. Sulfure d'hydrogène	5	50
12. Acide fluorhydrique	5	50
13. Cyanure d'hydrogène	5	20
14. Sulfure de carbone	20	200
15. Brome	50	500
16. Acétylène	5	50
17. Hydrogène	5	50
18. Oxyde d'éthylène	5	50
19. Oxyde de propylène	5	50
20. 2-Propenal (Acroléine)	20	200
21. Formaldéhyde (concentration 90 %)	5	50
22. Bromométhane (Bromure de méthyle)	20	200
23. Isocyanate de méthyle	0,150	0,150
24. Plomb tétraéthyle ou plomb tétraméthyle	5	50
25. 1,2 Didromoéthane (Bromure d'éthylène)	5	50
26. Acide chlorhydrique (gaz liquéfié)	25	250
27. Diisocyanate de diphenylméthane (MDI)	20	200
28. Diisocyanate de toluylène (TDI)	10	100

(1) Cela s'applique au nitrate d'ammonium et aux mélanges de nitrates d'ammonium dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est de 28 % en poids et aux solutions aqueuses de nitrate d'ammonium dans lesquelles la concentration de nitrate d'ammonium est de 90 % en poids.

(2) Cela s'applique aux engrais simples à base de nitrate d'ammonium conformes à la directive 80/876/CEE et aux engrais composés dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est de 28 % en poids (les engrais composés contiennent du nitrate d'ammonium mélangé à du phosphate et/ou de la potasse).

PARTIE II

Catégories de substances et de préparations non spécifiquement désignées dans la partie I

Les quantités des diverses substances et préparations (1) relevant de la même catégorie sont cumulatives. Lorsqu'une même rubrique comprend plus d'une catégorie, les quantités se rapportant à toutes les substances et préparations des catégories spécifiées dans cette rubrique doivent être additionnées.

Catégories de substances et préparations (2)	Quantités (tonnes) ≥	
	Pour l'application de la section 2	section 3
1. Substances et préparations classées comme « très toxiques »	5	20
2. Substances classées comme « toxiques » (3) « comburantes » ou « explosibles », préparations classées comme « très toxiques », « toxiques » (3), « comburantes » ou « explosibles »	10	200
3. Substances et préparations gazeuses, y compris celles sous forme liquéfiée, gazeuses à la pression normale et classées comme « facilement inflammables » (4)	50	200
4. Substances et préparations (à l'exclusion des substances et préparations gazeuses visées au point 3 ci-dessus) classées comme « facilement inflammables » ou « extrêmement inflammables » (5)	5 000	50 000

(1) Par « préparation » on entend des mélanges ou des solutions composés de deux substances ou plus (directive 79/831/CEE — JOL 259 15.10.79, p. 10).

(2) Catégories de substances et préparations telles qu'elles sont définies par les directives suivantes et leurs modifications :

— directive 67/548/CEE du Conseil du 27 juin 1967 (JOL 196 16.08.67, p. 1) concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;

— directive 73/173/CEE du Conseil du 4 juin 1973 (JOL 189 11.07.73, p. 7) concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses (solvants);

— directive 77/728/CEE du Conseil du 7 novembre 1977 (JOL 303 28.11.77, p. 23) concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des peintures, vernis, encres d'imprimerie, colles et produits connexes;

— directive 78/631/CEE du Conseil du 26 juin 1978 (JOL 206 29.07.78, p. 13) concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses (pesticides);

— directive 88/379/CEE du Conseil du 7 juin 1988 (JOL 187 16.07.88, p. 14) concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses.

(3) Si les substances et préparations sont dans un état qui leur confère des propriétés de nature à créer un risque d'accident majeur.

(4) Cette catégorie comprend les gaz inflammables tels que définis à l'annexe IV, point (c) (i).

(5) Cette catégorie comprend les liquides hautement inflammables tels que définis à l'annexe IV, point (c) (ii).

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 septembre 1992 modifiant, pour la Région wallonne, le Règlement général pour la protection du travail.

Namur, le 17 septembre 1992.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 2938

[C — 27513]

17. SEPTEMBER 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
zur Abänderung der allgemeinen Arbeitsschutzordnung für die Wallonische Region

Unter Beachtung der Richtlinie 82/501/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 24. Juni 1982 über die Gefahren schwerer Unfälle bei bestimmten Industrietätigkeiten, abgeändert durch die Richtlinien 87/216/EWG des Rates vom 19. März 1987 und 88/610/EWG des Rates vom 24. November 1988;

Unter Beachtung des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Kontrolle der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Aufsicht über Dampfmaschinen und -kessel, abgeändert durch die Gesetze vom 22. Juli 1974 und vom 22. Dezember 1989;

Unter Beachtung des Regentenerlasses vom 11. Februar 1948 zur Genehmigung von Titel I und II der allgemeinen Arbeitsschutzordnung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Dezember 1986 und vom 27. April 1989;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Artikel 1 Absatz 3 der allgemeinen Arbeitsschutzordnung, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. April 1989, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« In der Wallonischen Region gelten die Betriebe, in denen eine oder mehrere der in Kapitel III aufgeführten Industrietätigkeiten durchgeführt werden, als Betriebe erster Klasse, gleich welche ihre Klassifizierung aufgrund von Kapitel II auch sein mag. »

Art. 2. In Artikel 27 bis/5 derselben allgemeinen Arbeitsschutzordnung, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Dezember 1986, wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt :

« § 4. Handelt es sich um Industrietätigkeiten, für die das Verzeichnis der gefährlichen Stoffe nicht im voraus angelegt werden kann, so soll die Sicherheitsuntersuchung durch quantitative Verfahrensweisen den Beweis liefern, daß die von dem Betriebsführer vorgesehenen Einschließungsmittel geeignet sind, um jede gefährliche Stoffausstrahlung in die Luft, ins Wasser und in den Boden zu verhindern, und daß die nicht voraussehbaren Energiefreisetzungen keine Einschließungsverluste oder keinen schweren Schaden für die Umwelt verursachen oder andere gefährliche Anlagen beschädigen können. »

Art. 3. In Artikel 27 bis/8 § 1 derselben allgemeinen Arbeitsschutzordnung, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Dezember 1986, wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt :

« 3° die Anzahl, die Lokalisierung und die Schalleistung der Alarmanlagen für die Bevölkerung, die an einem schweren Unfallrisiko unmittelbar ausgesetzt ist. »

Art. 4. In derselben allgemeinen Arbeitsschutzordnung wird ein Artikel 27 bis/12 mit folgendem Wortlaut eingefügt :

« Art. 27 bis/12. Betriebe, die infolge der Inkrafttretung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. September 1992 zur Abänderung der allgemeinen Arbeitsschutzordnung für die Wallonische Region, zum ersten Mal dem Kapitel III Titel I der vorliegenden Ordnung unterliegen, sind verpflichtet, die Bestimmungen des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. September 1992 innerhalb von zwölf Monaten nach seiner Inkrafttretung zu beachten. »

Art. 5. Die Anlage II derselben allgemeinen Arbeitsschutzordnung, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. April 1989, wird durch die Anlage II des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 6. In der Anlage IV des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. April 1989 zur Abänderung der allgemeinen Arbeitsschutzordnung für die Wallonische Region wird ein Punkt e) mit folgendem Wortlaut hinzugefügt :

« e) brandfördernde Stoffe : Stoffe, die in Berührung mit entzündlichen Stoffen stark exotherm reagieren ».

Art. 7. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Polizeiaufsicht über die als gefährlich, gesundheitschädlich oder lästig eingestufteten Betriebe gehört, wird mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. September 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage II

LAGERUNG, AUSGENOMMEN VON IN ANLAGE III AUFGEFÜHRTEN STOFFEN IN ZUSAMMENHANG MIT EINER IN ANLAGE I GENANNTEN ANLAGE

Diese Anlage gilt für die Lagerung gefährlicher Stoffe und/oder gefährlicher Zubereitungen an einem Ort, in einer Anlage, auf einem Grundstück, in einem Gebäude oder auf einem Gelände, getrennt oder in einer Anlage, wenn diese Stätte Lagerungszwecken dient, außer wenn die Lagerung im Zusammenhang mit einer in Anlage I genannten Anlage steht und die betreffenden Stoffe in Anlage III aufgeführt sind.

Die in den Teilen I und II angegebenen Mengen gelten für ein Lager oder einen Lagerkomplex desselben Betreibers, wenn die Entfernung zwischen den Lagern nicht ausreicht, um unter vorhersehbaren Umständen jede Erhöhung der Gefahr schwerer Unfälle zu vermeiden. Auf jeden Fall gelten diese Mengen für jeden Lagerkomplex desselben Betreibers, wenn die Entfernung zwischen den einzelnen Lagern weniger als 500 M beträgt.

Die zu berücksichtigenden Mengen sind Höchstmengen, die zu einem beliebigen Zeitpunkt gelagert sind bzw. gelagert werden könnten.

TEIL I

Stoffliste

Falls ein im Teil I angegebener Stoff (oder eine Gruppe von Stoffen) auch in eine Kategorie des Teils II fällt, sind die Mengenangaben des Teils I maßgebend.

Stoffe oder Stoffgruppe	Mengen (Tonnen) \geq	
	Abschn. 2	Abschn. 3
1. Acrylnitril	20	200
2. Ammoniak	50	500
3. Chlor	10	75
4. Schwefeldioxid	25	250
5. Ammoniumnitrat (1)	350	2 500
6. Ammoniumnitrat in Form von Düngemittel (2)	1 250	10 000
7. Natriumchlorat	25	250
8. Sauerstoff	200	2 000
9. Schwefeltrioxid	15	100
10. Carbonylchlorid (Phosgen)	0,750	0,750
11. Schwefelwasserstoff	5	50
12. Fluorwasserstoff	5	50
13. Cyanwasserstoff	5	20
14. Kohlendisulfid	20	200
15. Brom	50	500
16. Acetylen (Ethin)	5	50
17. Wasserstoff	5	50
18. Ethylenoxid	5	50
19. Propylenoxid	5	50
20. 2-Propenal (Acrolein)	20	200
21. Formaldehyd (Konzentration 90 %)	5	50
22. Brommethan (Methylbromid)	20	200
23. Methylisocyanat	0,150	0,150
24. Tetraethylblei oder Tetramethylblei	5	50
25. 1,2 Dibromoethan (Ethyldibromid)	5	50
26. Chlorwasserstoff (verflüssigtes Gas)	25	250
27. Diphenylmethandiisocyanat (MDI)	20	200
28. Tolyldiisocyanat (TDI)	10	100

(1) Dies gilt für Ammoniumnitrat und für Mischungen von Ammoniumnitrat, bei denen der von Ammoniumnitrat abgeleitete Stickstoffgehalt gewichtsmäßig 28 % ist, und für wässrige Lösungen von Ammoniumnitrat, bei denen die Konzentration von Ammoniumnitrat gewichtsmäßig 90 % ist.

(2) Dies gilt für reine Ammoniumnitratdüngemittel, die den Bedingungen der Richtlinie 80/876/EWG entsprechen, und für Volldünger, bei dem der von Ammoniumnitrat abgeleitete Stickstoffgehalt gewichtsmäßig 28 % ist (Volldünger enthält Ammoniumnitrat zusammen mit Phosphat und/oder Pottasche).

TEIL II

Kategorien von Stoffen und Zubereitungen die in Teil I nicht genannt sind

Die Mengen verschiedener Stoffe und Zubereitungen (1) derselben Kategorie müssen kumuliert werden. Ist mehr als eine Kategorie im selben Posten spezifiziert, müssen die Mengen aller Stoffe und Zubereitungen der spezifizierten Kategorien dieses Posten addiert werden.

Kategorien von Stoffen und Zubereitungen (2)	Mengen (Tonnen) \geq	
	Abschn. 2	Abschn. 3
1. Stoffe und Zubereitungen, die als « sehr giftig » eingestuft sind	5	20
2. Stoffe, die als « giftig » (3), « brandfördernd » oder « explosionsgefährlich » eingestuft sind Zubereitungen, die als « sehr giftig », « giftig » (3), « brandfördernd » oder « explosionsgefährlich » eingestuft sind	10	200
3. Gasförmige Stoffe und Zubereitungen, einschließlich der in verflüssigter Form, die bei normalem Druck gasförmig sind und die als « leicht entzündlich » (4) eingestuft sind	50	200
4. Stoffe und Zubereitungen (ausschließlich gasförmige Stoffe und Zubereitungen, die unter Nummer 3 fallen), die als « leicht entzündlich » oder « hochentzündlich » (5) eingestuft sind	5 000	50 000

(1) Zie noot op de volgende bladzijde.

(1) « Zubereitungen » sind Gemenge, Gemische und Lösungen, die aus zwei oder mehr Stoffen bestehen (Richtlinie 79/831/EWG — ABl. Nr. 259 vom 25.10.79, S. 10).

(2) Kategorien von Stoffen und Zubereitungen gemäß folgenden Richtlinien und ihren geänderten Fassungen :

— Richtlinie 67/548/EWG des Rates vom 27. Juni 1967 (ABl. Nr. 196 vom 16.08.67, S. 1) zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Stoffe;

— Richtlinie 73/173/EWG des Rates vom 4. Juni 1973 (ABl. Nr. 189 vom 11.07.73, S. 7) zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung von Zubereitungen gefährlicher Stoffe (Lösemittel);

— Richtlinie 77/728/EWG des Rates vom 7. November 1977 (ABl. Nr. 303 vom 28.11.77, S. 23) zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung von Anstrichmittel, Lacken, Druckfarben, Klebstoffen und dergleichen;

— Richtlinie 78/631/EWG des Rates vom 26. Juni 1978 (ABl. Nr. 206 vom 29.07.78, S. 13) zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen (Schädlingsbekämpfungsmittel);

— Richtlinie 88/379/EWG des Rates vom 7. Juni 1988 (ABl. Nr. 187 vom 16.07.88, S. 14) zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen.

(3) Sofern sich die Stoffe und Zubereitungen in einem Zustand befinden, in dem sie Eigenschaften annehmen, bei denen die Gefahr eines schweren Unfalls entstehen kann.

(4) Hierzu gehören entzündliche Gase gemäß Anlage IV Buchstabe c) Ziffer (i).

(5) Hierzu gehören leicht entzündliche Flüssigkeiten gemäß Anlage IV Buchstabe c) Ziffer (ii).

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. September 1992 zur Abänderung, für die Wallonische Region, der allgemeinen Arbeitsschutzordnung, beigefügt zu werden

Namur, den 17. September 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 2938

[C — 27513]

17 SEPTEMBER 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot wijziging, voor het Waalse Gewest, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de richtlijn 82/501/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 24 juni 1982 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten, gewijzigd bij de richtlijnen 87/216/EEG van de Raad van 19 maart 1987 en 88/610/EEG van de Raad van 24 november 1988;

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoomtuigen en stoomketels, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1974 en 22 december 1989;

Gelet op het besluit van de Regent van 11 februari 1946 houdende goedkeuring van Titels I en II van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 11 december 1986 en 27 april 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, derde lid, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 april 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In het Waalse Gewest worden de inrichtingen waarin één of verschillende industriële activiteiten bedoeld in hoofdstuk III worden gebruikt, beschouwd als inrichtingen die ongeacht hun in hoofdstuk II bedoelde classificatie, tot de eerste klasse behoren. »

Art. 2. Bij artikel 27 bis/5 van hetzelfde Algemeen Reglement, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 december 1986, wordt een als volgt luidende § 4 gevoegd :

« § 4. Wanneer het industriële activiteiten betreft waarvoor geen lijst van gevaarlijke stoffen kan worden opgemaakt, moet het veiligheidsonderzoek bij kwantitatieve methodes bewijzen dat de door de exploitant bepaalde afzonderingsinrichtingen in staat zijn elke emissie van gevaarlijke stoffen in de lucht, in het water en in de bodem te voorkomen en dat de toevallige energievrijwordingen geen afzonderingsverliezen kunnen veroorzaken noch schade aan het leefmilieu kunnen berokkenen of andere gevaarlijke inrichtingen kunnen beschadigen. »

Art. 3. Bij artikel 27 bis/8 van hetzelfde Algemeen Reglement, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 december 1986, wordt een als volgt luidend 3^o gevoegd :

« 3^o Het aantal, de localisatie en het geluidsvermogen van de alarminrichtingen ten behoeve van de door een risico van zwaar ongeval onmiddellijk betrokken bevolking ».

Art. 4. In hetzelfde Algemeen Reglement wordt een als volgt luidend artikel 27bis/12 ingevoegd :

« Art. 27bis/12. De inrichtingen die, ingevolge de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 september 1992 tot wijziging, voor het Waalse Gewest, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, voor het eerst onder de bepalingen van hoofdstuk II van titel I van dit Reglement zullen vallen, worden ertoe gehouden aan de bepalingen van voornoemd besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 september 1992 te voldoen binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding ervan. »

Art. 5. Bijlage II van hetzelfde Algemeen Reglement, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 april 1989, wordt vervangen door bijlage II van dit besluit.

Art. 6. Bij bijlage IV van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 april 1989 tot wijziging, voor het Waalse Gewest, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, wordt een als volgt luidend e) gevoegd :

« e) oxyderende stoffen : stoffen die bij contact met andere, met name ontvlambare stoffen, een sterk exotherme reactie vertonen ».

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheid de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 september 1992.

De Voorzitter van de Executieve
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage II

OPSLAG, MET UITZONDERING VAN DE OPSLAG VAN NIET IN BIJLAGE III VERMELDE STOFFEN,
DIE TOT EEN IN BIJLAGE I GENOEMDE INSTALLATIE BEHOORT

Deze bijlage is van toepassing op de opslag van gevaarlijke stoffen en/of preparaten, op iedere plaatsen, in iedere installatie en ieder gebouw, op ieder terrein, hetzij afzonderlijk, hetzij in een inrichting, zijnde een locatie die voor de opslag dient, behalve wanneer de opslag tot een in bijlage I genoemde installatie behoort en de betrokken stoffen in bijlage III zijn vermeld.

De hierna in deel I en II vermelde hoeveelheden gelden per opslagplaats of per groep opslagplaatsen van een zelfde fabricant, wanneer de afstand tussen de opslagplaatsen niet groot genoeg is om in voorzienbare omstandigheden te vermijden dat de risico's van zware ongevallen groter worden. In elk geval gelden deze hoeveelheden per groep opslagplaatsen van een zelfde fabricant, indien de afstand tussen de opslagplaatsen minder dan ongeveer 500 meter bedraagt.

De in aanmerking te nemen hoeveelheden zijn de maximale hoeveelheden die op een willekeurig tijdstip zijn of kunnen zijn opgeslagen.

DEEL I

Aangewezen stoffen

Indien één in deel I opgenomen stof (of groep stoffen) ook in een categorie van deel II valt, dient de in deel I aangegeven hoeveelheid te worden aangehouden.

Stoffen of groepen van stoffen	Hoeveelheden (in ton) ≥	
	voor de toepassing van	
	afdeling 2	afdeling 3
1. Acrylnitril (vinylcyanide)	20	200
2. Ammoniak	50	500
3. Chloor	10	75
4. Zwaveldioxide	25	250
5. Ammoniumnitraat (1)	350	2 500
6. Ammoniumnitraatkunstmest (2)	1 250	10 000
7. Natriumchloraat	25	250
8. Zuurstof	200	2 000
9. Zwaveltrioxide	15	100
10. Kooloxychloride (fosgeen)	0,750	0,750
11. Zwavelwaterstof	5	50
12. Fluorwaterstof	5	50
13. Cyaanwaterstof	5	20

Stoffen of groepen van stoffen	Hoeveelheden (in ton) ≥	
	afdeling 2	afdeling 3
14. Kooldisulfide (zwavelkoolstof)	20	200
15. Broom	5	500
16. Acetyleen	5	50
17. Waterstof	5	50
18. Ethyleenoxide	5	50
19. Propyleenoxide	5	50
20. 2-propenal (acroleïne)	20	200
21. Formaldehyde (concentratie 90 %)	5	50
22. Methylbromide (monobroommethaan)	20	200
23. Methylisocyaan	0,150	0,150
24. Tetraethyllood of tetramethyllood	5	50
25. 1,2-dibroommethaan	5	50
26. Zoutzuur (tot vloeistof verdicht gas)	25	250
27. Diphenylmethaan-diisocyaan (MDI)	20	200
28. Tolyeendiisocyaan (TDI)	10	100

(1) Dit geldt voor ammoniumnitraat en mengsels van ammoniumnitraat waarvan het stikstofgehalte afkomstig van het ammoniumnitraat hoger is dan 28 gewichtspercent, en voor oplossingen van ammoniumnitraat in water met een concentratie ammoniumnitraat die hoger is dan 90 gewichtspercent.

(2) Dit geldt voor enkelvoudige ammoniumnitraatkunstmeststoffen die voldoen aan richtlijn 80/876/EEG en samengestelde kunstmeststoffen waarin het stikstofgehalte afkomstig van het ammoniumnitraat hoger is dan 28 gewichtspercent (samengestelde kunstmeststoffen bevatten ammoniumnitraat en fosfaat en/of kaliumcarbonaat).

DEEL II

Categorieën stoffen en preparaten die uitdrukkelijk in deel I zijn genoemd

De hoeveelheden van de verschillende stoffen en preparaten (1) uit een zelfde categorie zijn cumulatief. Indien onder een zelfde punt meer dan één categorie vermeld staat, moeten de hoeveelheden van alle stoffen en preparaten van de onder dat punt gespecificeerde categorieën bij elkaar worden opgeteld.

Categorieën stoffen en preparaten (2)	Hoeveelheden (in ton) ≥	
	afdeling 2	afdeling 3
1. Stoffen en preparaten die als « zeer giftig » zijn ingedeeld	5	20
2. Stoffen die als « giftig » (3), « oxyderend » of « ontplofbaar » zijn ingedeeld, preparaten die als « zeer giftig », « giftig » (3), « oxyderend » of « ontplofbaar » zijn ingedeeld	10	200
3. Gasvormige stoffen en preparaten, met inbegrip van die in vloeibare vorm, die bij normale druk in de gasfase verkeren en als « licht ontvlambaar » zijn ingedeeld (4)	50	200
4. Stoffen en preparaten (met uitzondering van gasvormige stoffen en preparaten die onder punt 3 vallen) die als « licht ontvlambaar » of « zeer licht ontvlambaar » (5) zijn ingedeeld	5 000	50 000

(1) Onder « preparaten » dient te worden verstaan mengsels of oplossingen die bestaan uit twee of meer stoffen (richtlijn 79/831/EEG, JOL 259, 15.10.70, bl. 10);

(2) Categorieën stoffen en preparaten zoals die in de volgende richtlijnen en wijzigingen daarop zijn gedefinieerd:

— richtlijn 67/548/EEG van de Raad van 27 juni 1967 (JOL 196, 16.08.67, bl. 1) betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lid-Staten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen;

— richtlijn 73/173/EEG van de Raad van 4 juni 1973 (JOL 189, 11.07.73, bl. 7) betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lid-Staten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van bepaalde gevaarlijke preparaten (oplosmiddelen);

— richtlijn 77/728/EEG van de Raad van 7 november 1977 (JOL 303, 28.11.77, bl. 23) betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lid-Staten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van verven, vernissen, drukinkten, kleefstoffen en soortgelijke preparaten;

— richtlijn 78/631/EEG van de Raad van 26 juni 1978 (JOL 206, 29.07.78, bl. 13) betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lid-Staten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten (bestrijdingsmiddelen);

— richtlijn 88/379/EEG van de Raad van 7 juni 1988 (JOL 187, 16.07.88, bl. 14) betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lid-Staten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten.

(3) Wanneer de stoffen en preparaten in een dusdanige toestand verkeren dat zij eigenschappen bezitten die een risico van zware ongevallen met zich brengen.

(4) Dit omvat tevens ontvlambare gassen in de zin van bijlage IV, onder c), (i).

(5) Dit omvat tevens licht ontvlambare vloeistoffen in de zin van bijlage IV, onder c), (ii).

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 september 1992 tot wijziging, voor het Waalse Gewest, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming.

Namen, 17 september 1992.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Personeel. — Inruststellingen

Bij koninklijk besluit van 5 december 1991, wordt aan de heer Bastin, Michel A.J., adviseur bij de Algemene Directie van Algemene Studiën en Documentatie met ingang van 1 november 1992, eervol ontslag uit zijn functies verleend en wordt hij gerechtigd aanspraak te maken op een rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist.

De heer Bastin wordt ertoe gemachtigd de titel van zijn graad eersholve te voeren en de ambtskledij ervan te dragen.

Bij koninklijk besluit van 9 januari 1992 wordt aan de heer Misplon, Georges R., industrieel ingenieur bij de Administratie van de Handel, met ingang van 1 december 1992, eervol ontslag uit zijn functies verleend en wordt hij gerechtigd aanspraak te maken op een rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist.

De heer Misplon wordt ertoe gemachtigd de titel van zijn graad eersholve te voeren.

Belgisch Instituut voor Normalisatie. — Ontslag. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 16 november 1992 wordt aan Mevr. P. Wolfcarius, eervol ontslag verleend uit haar functie van plaatsvervangend Regeringscommissaris bij het Belgisch Instituut voor Normalisatie.

Bij hetzelfde besluit wordt de heer L. Lathuy, hoofdingenieur-directeur, benoemd tot plaatsvervangend Regeringscommissaris bij het Belgisch Instituut voor Normalisatie.

Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

25 SEPTEMBER 1992. — Koninklijk besluit betreffende de onteigening van onroerende goederen ten behoeve van de Belgische Staat, voor wie optreedt de Regie der Gebouwen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, zijnde artikel 5 van de wet van 26 juli 1962;

Gelet op de wet van 1 april 1971, houdende de oprichting van een Regie der Gebouwen;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het algemeen nut vordert de onmiddellijke inbezitting van een perceel grond op het grondgebied van de Stad Zoutleeuw. Deze inbezitting, groot 24 a 38 ca, nodig voor het bouwen van een rijkswachtkazerne is aangeduid op bijgevoegd plan onder afd. 1, sectie C, nr. 43, C, dat door Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven gevisieerd werd.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Personnel. — Mises à la retraite

Par arrêté royal du 5 décembre 1991, démission honorable de ses fonctions avec faculté de faire valoir ses droits à une pension à charge du Trésor public est accordée, à la date du 1er novembre 1992, à M. Bastin, Michel A. J., conseiller à la Direction générale des Etudes et de la Documentation générales.

M. Bastin est autorisé à porter le titre honorifique de son grade et à en revêtir l'uniforme.

Par arrêté royal du 9 janvier 1992, démission honorable de ses fonctions avec faculté de faire valoir ses droits à une pension à charge du Trésor public est accordée, à la date du 1er décembre 1992, à M. Misplon, Georges R., ingénieur industriel à l'Administration du Commerce.

M. Misplon est autorisé à porter le titre honorifique de son grade.

Institut belge de Normalisation. — Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 16 novembre 1992, démission honorable de sa fonction de Commissaire suppléant du gouvernement auprès de l'Institut belge de Normalisation est accordée à Mme P. Wolfcarius.

Par le même arrêté, M. L. Lathuy, ingénieur en chef-directeur, est nommé Commissaire suppléant du gouvernement auprès de l'Institut belge de Normalisation.

Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

25 SEPTEMBRE 1992. — Arrêté royal relatif à l'expropriation de biens immeubles pour le compte de l'Etat belge, pour lequel agit la Régie des Bâtiments

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, formant l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962;

Vu la loi du 1er avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession d'une parcelle sur le territoire de la Commune de Léau, de 24 a 38 ca, nécessaire à la construction d'une caserne de gendarmerie, indiquée sur le plan ci-joint, div. 1er, section C, n° 43, C, visé par Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Entreprises publiques.